

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 LE 3 JANVIER 1993 N° 212 PRIX 4 FF



S
O
M
A
L
I
E

L'ACTION HUMANITAIRE

COMME PRETEXTE



A UNE INTERVENTION IMPERIALISTE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Page 2 : Editorial

Page 4 : Mali

- Une parodie de procès à Bamako
- Risque de pénurie alimentaire

Page 7 : Sénégal

- un candidat qui n'a de de "sopi" que l'étiquette

Page 8 : Tchad

- La conférence nationale ne règlera rien.

Page 10 : Europe

- Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres luttes.

ABONNEMENTFRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SOMALIE**L'ACTION HUMANITAIRE COMME PRETEXTE
A UNE INTERVENTION IMPERIALISTE**

Les gouvernements américain et français ont donc lancé leurs armées, leurs marines, leurs chars, leurs hélicoptères sur la Somalie. Le prétexte évoqué est de mener une action humanitaire, distribuer des vivres et des médicaments à la population somalienne victime de la guerre civile.

Ils prétendent aussi maintenir l'ordre dans le pays en mettant fin aux rivalités des bandes armées qui terrorisent le pays. Mais c'est parmi les populations pauvres de la Somalie que ces soldats français et américains dits de la paix, ont fait des victimes, non pas parmi les responsables des bandes armées rivales. S'ils voulaient arrêter ces dirigeants criminels somaliens, ils auraient pourtant les moyens de le faire. Mais ils préfèrent les recevoir dans les salons de leurs ambassades pour les prier de bien vouloir se reconcilier et d'arrêter la guerre.

Ce n'est pas pour rien. Ce qui gêne les puissances impérialistes, ce n'est pas que ces bandes armées pillent et rançonnent la population. Ces puissances - la France en particulier dans sa chasse gardée - ont bien protégé les bandes armées de Habré avant d'avoir opté pour celles de Déby ; elles protègent les bandes armées officielles, c'est-à-dire, les armées - aussi pillardes, aussi féroces pour la population - de Mobutu, d'Eyadéma et finalement, toutes les autres.

Ce qui les gêne, c'est que ces bandes armées soient opposées les unes aux autres, et que leur rivalité soit un facteur de désordre. Le but des grandes puissances n'est certainement pas d'éliminer les bandes armées, toutes les bandes armées et leurs chefs ! Car elles savent bien qu'elles ne peuvent pas maintenir directement l'ordre ad vitam eternam. Et qui imposera cet ordre à la population, une fois les derniers marines américains et les derniers légionnaires français embarqués? Alors, la stratégie des grandes puissances, si tant est qu'elles aient les moyens d'en avoir une, est

d'obtenir la réconciliation et l'unification des principales bandes armées, soit faire en sorte qu'il y en ait une qui s'impose aux autres. Le chef qui sortira vainqueur pourra alors être lavé de ses crimes, reconnu par leur "communauté internationale", et reçu comme chef d'Etat à la Maison blanche ou à l'Elysée, comme l'ont été tous ces galonnés d'un bout à l'autre de l'Afrique qui se sont promulgués pendant les décennies passées chefs d'Etat, et qui n'avaient été guère différents des chefs de bandes de Somalie qu'en ceci qu'ils ont réussi à éliminer leurs rivaux. Et même là où le chef de l'Etat est un civil, de toute façon, il gouverne par l'intermédiaire de cette bande armée en uniforme qui s'appelle armée.

Bien sûr, la présence des troupes américaines, françaises, etc, peut faire en sorte que quelques tonnes de riz "charitablement" jetés aux affamés puissent parvenir à leurs destinataires. Les soldats des puissances impérialistes n'en sont pas à enlever le riz de la bouche des enfants mourant de faim comme les bandes armées somaliennes. Ils n'en sont pas à se payer sur la population, grâce à leur fusil ou leur revolver, comme les soldats de Mobutu ou de Déby ; comme d'ailleurs de plus en plus les soldats de tous les Etats africains qui, dans le cadre de leurs programmes

d'austérité, finissent par payer mal même les soldats, en tous les cas, les sans-grade. Par rapport à ces bandits en uniforme ou pas, ils sont "civilisés", les soldats des puissances impérialistes !

Au point que leur présence semble apporter parfois un mieux pour les plus démunis. Ils ne volent pas la nourriture, ne "réquisitionnent" pas jusqu'aux mobylettes ou les bicyclettes de ceux qui ont le malheur de les croiser en chemin. Mais ils sont, surtout, les soldats de puissances riches, justement, dont les soldes, mêmes si elles ne sont pas faramineuses, pourraient nourrir des dizaines de familles somaliennes.

Mais ces puissances, elles, sont riches pour avoir pillé l'Afrique ; elles sont riches pour avoir exploité, volé les classes travailleuses cette fois non pas seulement d'Afrique, mais de tous les continents, les leurs compris ; elles continuent à être riches parce qu'elles mettent la planète en coupe réglée, par ce qu'elles en réduisent la partie la plus pauvre à la famine. Elles sont riches par ce que leur bourgeoisie est la principale bénéficiaire d'un système dont profitent, aussi, les classes privilégiées d'Afrique, bien qu'elles n'en ramassent que les miettes. Elles sont riches parce que l'économie capitaliste, parce que la société basée sur l'inégalité fondamentale entre exploités et exploités, possédants et démunis, engendre d'autres inégalités, entre pays impérialistes et pays pauvres en particulier.

Alors, les soldats bien nourris débarqués des Etats Unis et de France et les bandits armés en uniforme ou en loques, du Zaïre à la Somalie, en passant par le Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Tchad, pour ne pas les citer tous, ont ceci en commun qu'ils défendent tous un système économique, un ordre social inique, indigne, révoltant, barbare, qui s'accommode au fait que l'on meurt de misère en Somalie mais aussi, parfois, à Paris ou à New York, alors que l'économie mondiale



est capable aujourd'hui de produire de quoi nourrir, vêtir, loger tous les habitants de cette planète.

Alors, les plus barbares dans cette situation ne sont pas les bandes armées des clans somaliens, bien qu'elles le soient déjà beaucoup. Ce ne sont même pas les mercenaires des puissances impérialistes envoyés pour protéger l'ordre impérialiste lorsque les soldats en guenille d'un Mobutu ne suffisent plus ou lorsqu'il n'y a

même pas un équivalent local de Mobutu pour faire le sale travail. Les plus barbares, ce sont les profiteurs de ce système, les privilégiés avides de nos pays et plus encore, les sommets de la classe capitaliste mondiale, ces grands bourgeois de New York, de Paris ou de Londres, bien éduqués, bien "civilisés", qui n'ont même pas besoin de tuer et de piller eux-mêmes pour être riches: ils payent d'autres pour le faire pour eux.

MALI

UNE PARODIE DE PROCES A BAMAKO

Depuis le 26 novembre 1992, les dignitaires du régime de Moussa Traoré sont appelés à la barre des accusés. Les faits qui leur sont reprochés sont les "crimes de sang" qu'ils ont commis pendant les événements de 1991. Les accusés sont trente deux. Principalement, il y a la "bande des quatre", à savoir : Moussa Traoré lui-même, Amadou Coulibaly (ex-ministre de la Défense), Ousman Coulibaly (ex-chef d'Etat-Major de l'armée) ainsi que le Général Sékou Ly (ministre de l'intérieur au moment des événements).

Ce procès a été longuement préparé par les autorités actuelles; celles-ci ont tout fait pour que cela se passe dans le calme, sans manifestation aucune de la part de la population. Le président de la république lui-même, ainsi que son ministre de la Justice, sont intervenus à la radio et à la télévision pour demander à la population de faire confiance en la justice.

Le jour de l'ouverture, le procès était retransmis directement à la télévision. Les trente deux accusés déclamaient devant les

caméras leur états civil comme s'ils étaient des bandes inconnues. On demandait à ceux qui avaient dirigé le régime, depuis 23 ans pour certains, de décliner leurs noms. Ça ressemblait vraiment à une grande comédie de la part de la Justice à la sauce du nouveau régime.

Le procès se déroule au Palais de la Culture transformé pour la circonstance en Tribunal. Ce palais est devenu une forteresse. Toutes les issues sont bouclées par l'armée et par la police. Il est entouré de chars de combat et des hommes armés de Kalachnikovs. Tout ce déploiement de force pour soi-disant éviter toutes perturbations pendant le procès.

Depuis maintenant un mois, ces dignitaires défilent chacun à son tour à la barre pour répondre aux questions somme toute banales posées par les juges et les avocats. Une des questions est la suivante : " Qui a donné l'ordre de tirer sur les manifestants pendant les événements ?". Traoré répond : "Soubhana laye (au nom de dieu) comment voulez-vous que moi qui ai signé le droit de l'enfance puisse donner l'ordre de tirer sur les jeunes ?. Moi je suis

Président de la République et non ministre de la Défense, ni ministre de l'Intérieur. Posez leur la question; ce sont eux les hommes du terrain. En tout cas, ce que je sais, c'est qu'il s'agit d'un complot organisé par la France, les néo-colonialistes qui perpétuent leur domination sur le Mali, et que moi, je défendais les efforts que le Mali a faits pendant 23 ans. Je ne pouvais pas laisser s'installer l'anarchie dans le pays, le commissariat saccagé, les policiers assassinés sans réagir. Donc j'avais donné l'ordre d'arrêter le pillage et de maintenir l'ordre dans le calme sans tirer sur qui que ce soit."

Les autres accusés montent à leur tour à la barre, notamment Almadou et Ousman Coulibaly pour dire, eux-aussi, qu'ils n'ont jamais donné l'ordre de tirer. Sékou Ly déclara la même chose. Ce qui veut dire que ce sont les hommes de terrain, c'est-à-dire, les militaires, sans chefs, et les policiers, sans responsables, qui ont décidé de leur propre chef de tirer sur la population.



Quand on demande aux dignitaires qui a donné l'autorisation de lancer les chars de combats dans les rues, le

ministre de la Défense répond que c'est le chef d'Etat-major de l'armée et vis et versa. La police répond que c'est le ministre de l'intérieur tandis que ce dernier renvoie la balle à ses sous-fifres. Telle est la parodie qui se déroule à Bamako depuis les 26 novembre.

Le comité de défense des victimes de la répression et ses avocats affrontent durement les avocats de la partie adverse dirigée par Maître Verges et Seye. Ces deux avocats se sont déjà illustrés pour défendre d'autres criminels connus à l'échelle internationale comme Bokassa et Klaus Barbie.

Pour l'instant les avocats de l'ancien régime ont réussi à transformer ce procès à un combat politique entre l'ancien et le nouveau régime. Les juges auront-ils le courage de faire jaillir la vérité et condamner sévèrement ceux qui ont commis ces crimes atroces ainsi que leurs complices dont certains sont encore au pouvoir à Bamako ? Sûrement pas ; car il faudrait s'en prendre à trop de monde et en fait, à toute la hiérarchie de l'armée. Mais les nouveaux dirigeants, comme les anciens, ont besoin de l'armée, la même que sous Traoré, pour ce qu'ils appellent le maintien de l'ordre, c'est-à-dire, en fait, pour tenir tranquilles les classes pauvres de la société afin que les privilégiés puissent continuer à les voler et à piller le pays.

Le nouveau dirigeant du Mali, Konaré, veut utiliser ce procès pour se montrer comme le grand justicier du Mali. Mais veut-il faire oublier que lui-même était pendant un temps ministre du bourreau de Bamako et que nombreux de ces actuels collaborateurs et officiers ont été sevrés sous la dictature de l'ancien régime ?

MALI

LA NOUVELLE ANNEE RISQUE D'ETRE CELLE DE LA PENURIE ET DE LA FAMINE POUR LES PAUVRES.

L'année 1993 risque d'être rude pour la population des pays du Sahel, notamment celle du Mali, Sénégal et Mauritanie. L'hivernage a été tardif. De plus, la pluie a cessé de tomber avant même que le mil, le maïs, l'arachide et le coton ne parviennent à maturité. Ainsi, beaucoup de champs n'ont rien donné, sinon quelques sacs de mil et de maïs. Ce qui fait qu'ici dans l'immigration, l'inquiétude est grande parmi les travailleurs. Leurs familles vont souffrir encore plus cette année et ils vont être encore plus sollicités malgré leurs maigres salaires.

Déjà au Mali, alors que nous ne sommes qu'à la période de récolte, un sac de 100 kg de mil coûte 7 500 FCA et celui de 50 kg de riz entre 7 500 et 10 000 F CFA selon les commerçants. Ce qui laisse présager un été de pénurie et de famine pour les familles qui n'ont pas d'enfant travaillant en France ou un haut fonctionnaire pouvant leur apporter un soutien.

Le nouveau régime, au lieu de s'occuper de cela dès maintenant, ne parle que du fameux procès des anciens dignitaires du régime. Celui-ci monopolise toute l'actualité malienne. Récemment, il y a eu des grèves dans l'enseignement pour réclamer des augmentations de salaire. Les élèves et les étudiants se sont également mis en grève pour réclamer des fournitures scolaires. Au Nord, les populations Touaregues sont en révolte contre le pouvoir central. Tout ceci est passé sous silence par les autorités de Bamako.

En tous les cas, l'été risque

d'être chaud, non pas à cause du résultat du fameux procès de Moussa Traoré et de sa bande d'assassins, mais par le risque de pénurie alimentaire dont seront victimes des milliers de familles pauvres du Mali.

Encore une fois, on dira que c'est une calamité naturelle mais en réalité cela est le résultat d'une politique économique et sociale de tous les régimes qui se sont succédé à Bamako.

Le Mali est certes un pays sahélien, tout comme le Sénégal et la Mauritanie, mais ce pays possède des nappes phréatiques, des fleuves longs de plusieurs centaines de kilomètres. Il y a des possibilités de faire des petits barrages, développer des cultures vivrières et permettre aux paysans d'avoir plusieurs récoltes dans l'année ou de pratiquer les cultures maraîchères pour avoir quelques revenus.

Mais les "experts" de ce régime, ainsi que leurs technocrates et autres ingénieurs agronomes formés en France, au Canada ou aux USA, ne servent à rien à la population. Ils sont parqués dans les bureaux climatisés des ministères où ils vivent comme des parasites, en tant que "conseillers", quand ils ne deviennent ministres eux-mêmes. Ce n'est pas sur eux qu'il faudra compter pour exiger du gouvernement l'allégement des impôts pour les pauvres, ni l'irrigation des terres le long des fleuves. Tous ces gens-là se moquent de la misère de la population pauvre du Sahel.

SENEGAL

UN CANDIDAT QUI N'A DE "SOPI" QUE L'ETIQUETTE

Ainsi donc, comme on s'y attendait, Abdoulaye Wade, à peine deux mois après sa sortie du gouvernement, a présenté sa candidature pour les élections présidentielles du 21 février 1993.

Le PDS a voulu faire de ce non-événement, un événement. Pour confirmer "l'investiture" de son candidat, un meeting-congrès a été organisé du 17 au 19 décembre dernier dans un stade à Dakar. Des politiciens de la droite française y ont été invités à titre d'"amis" du PDS.

Lors de ce meeting, Wade a donné son "programme de gouvernement". L'accent ayant été mis sur sa "compétence" et son "expérience", il fallait qu'il sorte tous les mots les plus ronflants préférés par les politiciens (tels que "relance de l'économie" ou "redressement des déséquilibres") mais qui ne veulent pas dire grand'chose ou alors qui cachent aux yeux des petites gens les intentions de ce politicien bourgeois désireux de poursuivre la politique d'austérité contre les plus démunis.

Wade dit que son gouvernement va faire la "promotion d'une classe d'homme d'affaire et de chefs d'entreprise sénégalais" en même temps qu'il va procéder à la "réduction de la masse salariale du secteur public et du volume des dépenses publiques". En langage clair, cela veut dire qu'il va continuer les licenciements dans la fonction publique et qu'il va réduire encore plus les budgets des infrastructures publiques utiles à la population. Est-ce en réduisant encore plus les budgets des dispensaires, des hôpitaux publics, des maternités etc... qu'il veut "redresser les déséquilibres" ? Et avec les économies supplémentaires ainsi réalisées, il va aider les

hommes d'affaires à se faire encore plus de fric sur le dos des plus démunis ?

Depuis plusieurs années, les dispensaires, les hôpitaux publics ne sont que des bâtiments nus où il n'y a ni médicaments ni matériels élémentaires pour soigner les gens. Dans la plupart des villages, ce sont les travailleurs immigrés qui, avec leur propre argent, ont fait construire des maternités, des dispensaires et même des écoles pour leurs enfants. L'Etat, qui est si prompt à récolter les impôts, est incapable d'assurer le minimum d'infrastructure lorsqu'il s'agit de l'intérêt des pauvres.



La politique, que préconise Wade avec des termes à peine voilés, n'a rien de différent de celle de Diouf. C'est pour cela d'ailleurs que Wade a accepté, en compagnie de trois autres membres du PDS, des postes ministériels dans le gouvernement de Diouf. Ils y sont restés plus d'une année et demi. Et ils n'ont rien dit contre les licenciements, contre le blocage des salaires et contre la dégradation des infrastructures publiques.

Wade n'a jamais manqué d'éloge pour Diouf. Et s'il a quitté son gouvernement, ce n'est pas par désaccord politique mais pour des raisons de convenance personnelle. Il aurait en effet paru bizarre qu'il se présente comme opposant à Diouf tout en étant son ministre.

Le voilà donc en train de reprendre le slogan de "SOPI" ("changement"). Un certain nombre de travailleurs et de petites gens croient toujours, qu'avec Wade au pouvoir leur sort sera meilleur que sous Diouf. En cela il se font des illusions. Ni l'un ni l'autre ne représente une quelconque amélioration du sort des pauvres. Car, pour mener une politique qui aille en faveur des plus démunis, il faudrait qu'ils s'en prennent aux intérêts des plus riches. Wade ne veut pas du tout prendre de l'argent de la poche des riches. Au contraire, il dit qu'il veut favoriser les riches hommes d'affaires ! Il veut en même temps

plaire aux dirigeants du FMI et aux bailleurs de fonds. Il leur promet qu'il va réduire les dépenses de l'Etat, comme l'a fait Diouf.

Si les travailleurs, eux qui souffrent des bas salaires, des humiliations pour leurs familles, se laissent bercer par la démagogie du "SOPI" de Wade, ils risquent d'être énormément déçus demain. La seule manière de ne pas être déçu, c'est de ne faire confiance à aucun de ces candidats de la bourgeoisie mais, de ne compter que sur la lutte des travailleurs pour l'amélioration de leur sort. Les travailleurs de la SENELEC ont montré tout dernièrement, en coupant l'électricité durant trois jours, que lorsqu'ils luttent, ils sont forts et que leurs luttes pèsent infiniment plus lourd que leur bulletin de vote. Sans compter que les fraudes et autres magouilles électorales feront qu'on ne tiendra même pas compte de leur bulletin de vote.

TCHAD

LA CONFERENCE NATIONALE NE REGLERA AUCUN PROBLEME.

Comme certains pays africains, le Tchad aussi aura sa conférence nationale : elle se réunira, paraît-il, le 15 janvier prochain. Mais, sauf dans les rangs de l'opposition et du pouvoir de Déby, l'événement a l'air de ne pas soulever beaucoup d'enthousiasme. Bien au contraire ! Nombreux sont ceux qui pensent même qu'il n'en sortira rien de fondamentalement nouveau.

En effet, aujourd'hui il est

clair que c'est l'impérialisme français qui a fini par se décider à imposer la mode du multipartisme à ses valets africains - tout en restant leur principal protecteur - afin de désamorcer la colère des masses pauvres en changeant les vieux appareils usés du parti unique. Mais le multipartisme ne signifie ni démocratie ni amélioration des conditions de vie des populations. Il ne sert qu'à

créer des illusions dans la tête des gens en leur faisant croire qu'un simple vote peut changer leur situation. C'est une expérience qui a déjà servi et qui marche ailleurs, au Sénégal, en Inde, au Brésil où elle cohabite fort bien avec l'oppression, la misère, les maladies, la corruption et toutes sortes d'injustices et inégalités. Les récentes expériences africaines, béninoise, congolaise, gabonaise, ivoirienne, etc, prouvent également que l'instauration du multipartisme ne fait, au mieux, que faire cautionner par une petite caste politique payée pour cela et se revendiquant du suffrage universel, l'appareil de répression des régimes autocratiques sans toucher le moins du monde à la dictature de la pauvreté, à la dictature sociale qu'impose une minorité d'exploiteurs, nationaux et étrangers.

Aussi, comme ce qui s'est passé dans les autres pays, une conférence nationale tenue sous l'égide de Déby ne changera rien de fondamental quant au sort des populations. Le fait qu'elle soit souveraine, comme le voudraient ses organisateurs, n'aura qu'un effet de forme, d'autant plus que du point de vue de fond elle ne sera rien d'autre qu'une grande retrouvaille des Déby, Kamougué, Goukouni, Lol et autres chefs de guerre et politiciens qui par leurs responsabilités criminelles ont conduit le pays à l'impasse sanglante actuelle.

Alors que peut-on attendre d'autre de ces gens-là qui ne soit pas déjà connu ? Ils trouveront peut-être un compromis entre eux en se partageant le pouvoir. Mais ça ne sera qu'un changement formel. Qu'il y ait quelques groupuscules ou individus, venant de ci, de là, avec quelques idées généreuses, n'y fera rien. Le pouvoir qui sortira de cette conférence nationale ne sera qu'une nouvelle dictature.

Il n'est même pas sûr qu'après cette conférence soient dissipées les menaces de guerres ethniques qui planent sur la pays ou qu'il soit

mis fin à la loi des bandes armées. Quand on voit ce qui se passe au Togo, au Zaïre où les dictateurs Eyadéma, Mobutu, se moquent éperdument des résolutions des conférences nationales et des résultats des urnes, il est évident qu'il ne suffit pas d'avoir quelques intentions généreuses et une nouvelle constitution pour "démocratiser" les chefs de guerre, les politiciens tchadiens et leurs bandes d'assassins habitués à voler, piller, tuer, violer et s'enrichir sur le dos des populations pauvres. Aucune loi, aucune constitution ne pourra empêcher que demain Déby, battu aux élections, ou un autre sorte de la caserne pour prendre le pouvoir et imposer sa dictature ou plonger le pays dans de nouvelles guerres ethniques.

On ne change pas une situation comme celle du Tchad par des voeux pieux et moins encore par un simulacre de démocratie sous le contrôle des bandes armées. Seule la force organisée des masses pauvres peut imposer un véritable changement en s'en prenant à l'ordre des bourgeois et leur armée.



A N'Djaména, à Moundou, à Sarh, etc, se trouvent concentrés des centaines de milliers de gens, des travailleurs, des opprimés. Ils constituent une force colossale, la seule capable de tout faire changer.

Tout au long de l'année qui vient de s'écouler, par plusieurs grèves successives et autres manifestations, ils ont été les seuls à se battre contre la dictature de Déby pour faire face aux mesures criminelles de diminution des salaires, de licenciements massifs ou pour protester contre les crimes perpétrés par les bandes armées du pouvoir.

Que le multipartisme existe, ce ne sont pas les travailleurs, eux qu'on a bâillonné durant des décennies qui s'en plaindront. Mais s'il ne se limite qu'à une lutte entre Déby et ses anciens compagnons aujourd'hui dans l'opposition, les masses pauvres n'auront rien à en attendre. Pour elles, ce sera toujours la dictature, les injustices et les inégalités. L'avenir, c'est la mobilisation de la population, c'est que, conférence

nationale ou pas, les travailleurs, les pauvres en général, soient organisés et se battent pour leur propre compte, sans compter sur les politiciens "démocrates", pour imposer eux-mêmes les libertés nécessaires et l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble des masses pauvres. Mais pour cela, ils ont besoin d'un parti, d'une organisation politique qui leur soit propre, indépendante de celles des politiciens de l'opposition.

Espérons alors que dans la conjoncture actuelle où les choses bougent, des grèves éclatent, des réunions et de congrès se tiennent, des gens se réunissent et discutent, émergeront des hommes et des femmes qui en arriveront à cette conscience et se consacreront à cette tâche. C'est en tout cas ce que l'on peut souhaiter au seuil de l'année qui commence.

EUROPE

LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEURS PROPRES LUTTES

Janvier 93, c'est l'ouverture des frontières pour les capitaux et les marchandises des pays d'Europe, membres de la CEE (Communauté Economique Européenne). La libre circulation des hommes et des idées est renvoyée au 1er juillet 1993, et seulement dans 9 pays et non 12 - les trois pays restant n'ayant pas ratifié l'accord.

Qu'est ce que cela change pour les travailleurs européens et non européens vivant dans les douze pays ? Pas grand chose ! Le changement concerne essentiellement les capitalistes dont les marchandises

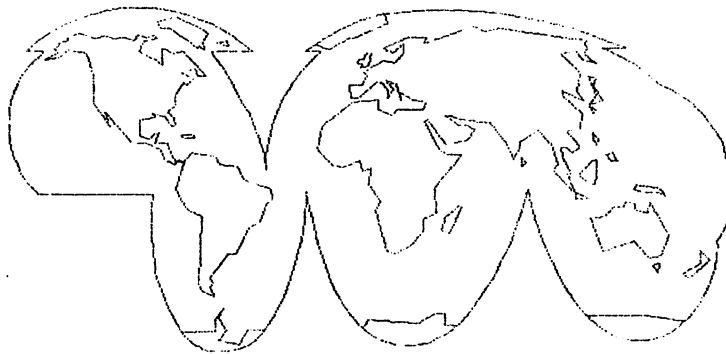
et les capitaux peuvent circuler plus facilement d'un pays européen à l'autre. A vrai dire, même pour eux, le changement n'est pas majeur, tant il est vrai que, d'un côté, pour les plus puissants des groupes capitalistes, les frontières ne sont pas un obstacle devant la circulation des capitaux - sinon, ces groupes n'auraient pas pu devenir "multinationales" et présents un peu partout non seulement en Europe mais dans le monde - et d'un autre côté, ces mêmes groupes continuent à avoir besoin chacun de son Etat national pour les protéger de la concurrence,

l'arroser de subventions et de commandes d'Etat. Les postes de douanes ont été plus ou moins supprimés aux frontières entre les pays d'Europe, mais pas les Etats nationaux et en conséquence, pas les frontières.

A part quelques menus avantages pour ceux qui traversent les frontières, pour les travailleurs, seul changera le prétexte des politiques anti-ouvrières déjà menées par tous les gouvernements sans exception. Désormais, lorsque l'on bloque les salaires, lorsque l'on licencie, on prétendra que c'est pour rester "compétitif" dans les conditions de concurrence créée par l'Europe.

Les révolutionnaires sont pour l'abolition des frontières qui séparent les peuples et que les Etats bourgeois utilisent pour protéger leur bourgeoisie respective. Mais les travailleurs ne peuvent pas compter sur ses bourgeoisies pour aller dans le sens de la disparition complète de ces frontières. Tout au plus elles essaient d'aménager ces frontières complètement dépassées pour défendre leurs intérêts communs face à d'autres bourgeoisies plus puissantes. Seule le prolétariat conscient et organisé pourra construire une Europe, et par delà l'Europe, un monde débarrassé de ces frontières qui sont le symbole d'un monde d'exploitation.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.